



Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Vers une autonomie alimentaire pour tous : Agir et Vivre Ensemble le Changement

Chercheur principal

Sophie Dupéré, U. Laval

Co-chercheur(s)

Lucie Gélinau, U. du Québec à Rimouski

Noms des membres du comité de recherche

Gracia Adam, intervenante en sécurité alimentaire; Bernard Aubin, citoyen; Micheline Bélisle, étudiante, Université Laval; Mijanou Bourque-Bouliane, étudiante, Université Laval; Maryline Côté, experte de vécu; Émilie Dufour, accompagnante AVEC et soutien aux expertes de vécu; Audrey Dumas, experte de vécu; Johanne Gagnon, experte de vécu; Élyse Groulx, Moisson Québec; Jenni Labarthe, étudiante, Université Laval; Mélanie Labrie, experte de vécu; Élise Landry, étudiante, Université Laval; Thomas Le Page-Gouin, Sécurité alimentaire Charlevoix (SAC), lié par l'approche territoriale intégrée (ATI); Isabelle Mercure, Corporation de développement économique communautaire (CDÉC) de Québec, coordonnatrice de l'ATI de Limoilou; Cynthia Moreau, Collectif pour un Québec sans pauvreté; Manon Roy, Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Vieille-Capitale; Guillaume Simard, Ateliers à la terre du Centre Jacques-Cartier.

Établissement gestionnaire de la subvention

U. Laval

Numéro du projet de recherche

2012-PC-164470

Titre de l'Action concertée

Pauvreté et exclusion sociale phase 2

Partenaire(s) de l'Action concertée

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Le ministère de la Santé et des Services sociaux, La Société d'habitation du Québec et le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC)

Autres partenaires du milieu qui ont collaboré au projet

Association bénévole de Charlevoix (ABC); La Bouchée généreuse; Centre communautaire Pro-santé; Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Charlevoix; Centre-Femmes aux Plurielles; Centre communautaire Jean-Guy Drolet; Comité d'aide de Saint-Urbain; Service d'aide alimentaire et budgétaire de Charlevoix-Est; Mères et monde, centre résidentiel et communautaire par et pour jeunes mères.

Autres collaborateurs

Sherri Bisset, chercheure, Université Laval; Lucie Fradet, étudiante, Université Laval; Mélanie Harvey, de Mères et monde; Benoît Lalonde, étudiant, Université Laval; Céline Morrow, de la Direction régionale de santé publique (DRSP) de la Capitale-Nationale; Sarah Royer, de l'Évasion St-Pie X; Mireille Taillon, de Moisson Québec.

Deuxième section

Résumé

Identification :

- 1. Nom des chercheuses principales :** Sophie Dupéré, Université Laval; Lucie Gélinau, chercheure autonome, affiliée à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).
- 2. Noms des cochercheurEs membres du comité de recherche :** Gracia Adam, intervenante en sécurité alimentaire; Bernard Aubin, citoyen; Micheline Bélisle, étudiante, Université Laval; Mijanou Bourque-Bouliane, étudiante, Université Laval; Maryline Côté, experte de vécu; Émilie Dufour, accompagnante AVEC et soutien aux expertes de vécu; Audrey Dumas, experte de vécu; Johanne Gagnon, experte de vécu; Élyse Groulx, Moisson Québec; Jenni Labarthe, étudiante, Université Laval; Mélanie Labrie, experte de vécu; Élise Landry, étudiante, Université Laval; Thomas Le Page-Gouin, Sécurité alimentaire Charlevoix (SAC), lié par l'approche territoriale intégrée (ATI); Isabelle Mercure, Corporation de développement économique communautaire (CDÉC) de Québec, coordonnatrice de l'ATI de Limoilou; Cynthia Moreau, Collectif pour un Québec sans pauvreté; Manon Roy, Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Vieille-Capitale; Guillaume Simard, Ateliers à la terre du Centre Jacques-Cartier.
- 3. Autres partenaires du milieu qui ont collaboré au projet :** Association bénévole de Charlevoix (ABC); La Bouchée généreuse; Centre communautaire Pro-santé; Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Charlevoix; Centre-Femmes aux Plurielles; Centre communautaire Jean-Guy Drolet; Comité d'aide de Saint-Urbain; Service d'aide alimentaire et budgétaire de Charlevoix-Est; Mères et monde, centre résidentiel et communautaire par et pour jeunes mères.
- 4. Autres collaborateurEs :** Sherri Bisset, chercheure, Université Laval; Lucie Fradet, étudiante, Université Laval; Mélanie Harvey, de Mères et monde; Benoît Lalonde, étudiant, Université Laval; Céline Morrow, de la Direction régionale de santé publique (DRSP) de la Capitale-Nationale; Sarah Royer, de l'Évasion St-Pie X; Mireille Taillon, de Moisson Québec.

5. **Établissement gestionnaire de la subvention** : Université Laval
6. **Titre du projet** : Vers une autonomie alimentaire pour touTEs : agir et vivre ensemble le changement (VAATAVEC)
7. **Numéro du projet** : 164470
8. **Titre de l'action concertée** : Pauvreté et exclusion sociale, phase 2
9. **Partenaires de l'action concertée** : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Ministère de la Santé et des Services sociaux; Société d'habitation du Québec; Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Titre : Vers l'autonomie alimentaire pour touTEs

Principales questions

Les questions de recherche font référence aux stratégies d'accès alimentaires adoptées par les personnes en situation de pauvreté et socialement exclues, à la manière de tendre vers une autonomie alimentaire pour touTEs, en insistant sur le fait de le faire AVEC les personnes en situation de pauvreté et de marginalité, les premières concernées.

Ces questions sont les suivantes :

1. Comment se vit l'accès alimentaire de personnes en situation de pauvreté et socialement exclues, selon leur territoire de résidence (rural, semi-rural, urbain) et dans une perspective d'autonomie alimentaire?
2. En partant des expériences des personnes en situation de pauvreté et en les croisant avec des acteurs issus de divers milieux : a) Dans une perspective d'autonomie alimentaire, comment améliorer les ressources ou services existants (ou en créer de nouveaux)? b) Quelles seraient les pistes d'intervention en matière de politiques publiques pour soutenir leur quête d'autonomie alimentaire?
3. Sur le plan de l'AVEC : a) Qu'en est-il de l'AVEC pour les acteurs qui vivent cette approche? b) Quelles sont les conditions propices au développement d'une approche AVEC au sein d'un projet de recherche s'inscrivant dans le cadre de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale? c) Quelles sont les pratiques qui favorisent ou freinent l'AVEC? d) Quelle est la portée de la démarche AVEC dans un projet de recherche selon le point de vue des personnes qui vivent cette démarche?

Principaux résultats et principales pistes de solution

Notre étude, à la différence de bien d'autres, a exploré l'expérience alimentaire à partir des points de vue de ceux et celles qui la vivent. Elle a également mis en jeu l'analyse des facteurs structuraux qui influencent les stratégies d'approvisionnement alimentaire, notamment les dimensions économiques, politiques, socioculturelles (rapports sociaux, normes sociales, discrimination, etc.) et territoriales (accès restreint à la terre, possibilités d'activités d'autosubsistance, etc.).

En outre, notre étude a permis d'affiner les motifs de non-recours aux services traditionnels/alternatifs d'aide alimentaire et d'identifier des obstacles qui en sont à l'origine. Finalement, nos travaux ont contribué aux connaissances théoriques et méthodologiques mettant en jeu une démarche de recherche-action participative où les premières concernées, les personnes en situation de pauvreté, étaient partie prenante du processus de recherche en tant que cochercheuses.

Les résultats réaffirment ainsi que les personnes en situation de pauvreté doivent être placées au cœur non seulement du processus de recherche, mais aussi des processus visant à identifier et mettre en œuvre les solutions visant leur sortie de leur situation de pauvreté.

Parmi les différentes pistes de solution ou d'action qui ont été identifiées, on retrouve :

- Des pistes visant à améliorer les conditions de vie afin de mieux manger (revenus plus élevés, accès au logement social, lutte contre les préjugés);
- Des pistes visant à œuvrer sur les conditions de production de la nourriture et à offrir des solutions de rechange (développement de l'agriculture urbaine, citoyenne; réappropriation de notre pouvoir d'agir dans le domaine de l'alimentation);
- Des pistes visant à favoriser l'accès à la nourriture (soutien aux services d'aide alimentaire existants, promotion et diffusion des ressources existantes, attention apportée à la qualité, à l'accès, à l'accessibilité, à la diversité de l'alimentation et à la dignité des utilisateurs);
- Des pistes visant à penser les services et les politiques AVEC les personnes en situation de pauvreté.

Contexte et historique du projet en lien avec l'appel de propositions et les besoins exprimés par les partenaires

À partir de la reconnaissance de l'alimentation comme un droit fondamental et universel par différentes instances (DUDH, 1948 : art. 25; PIDESC, 1966 : art. 11.1; Gouvernement du Québec, 2002), notre étude a mis de l'avant que les personnes en situation de pauvreté pouvaient assurer non seulement leur

sécurité alimentaire, mais aussi leur autonomie alimentaire, soit l'exercice du contrôle sur leur alimentation (MSSS, 2008).

Plusieurs études ont démontré que nombre de ménages québécois étaient privés de cette autonomie et que l'insécurité alimentaire constituait un sérieux problème de santé publique. D'où la mise en place d'un réseau pour soulager la faim auquel, cependant, une majorité de personnes aux prises avec l'insécurité alimentaire n'a pas recours. Relativement peu d'études ont exploré les motifs de non-recours aux services d'aide alimentaire. Notre étude s'est particulièrement attardée à cette importance de s'ancrer dans les savoirs et les expertises des personnes en situation de pauvreté et de marginalité pour mieux comprendre l'origine des situations d'insécurité alimentaire, les stratégies d'accès à la nourriture et leur contexte d'utilisation.

Le projet de recherche VAATAVEC a été pensé et mené par des praticienNEs et des citoyenNEs actifs sur les chantiers en sécurité alimentaire des approches territoriales intégrées (ATI). Pour ces partenaires, il y avait intérêt à mieux comprendre notamment les déterminants collectifs à l'origine des situations d'insécurité alimentaire, soit les mécanismes physiques et économiques de même que les conditions sociales et politiques de l'accès alimentaire, et à développer des réflexes d'interdisciplinarité et d'inclusion dans l'action collective.